Nations Unies S/2018/187

Conseil de sécurité

Distr. générale
6 mars 2018
Français
Original : anglais

Lettre datée du 6 mars 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris comme suite aux lettres du régime syrien, dont vous trouverez la liste ci-jointe (voir annexe) et aux observations récentes formulées au cours de séances du Conseil de sécurité.

La Turquie rejette catégoriquement les allégations infondées et les mensonges figurant dans ces lettres et observations. Il s'agit de tentatives futiles de déformer la réalité et de détourner l'attention des atrocités commises par le régime, qui constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Le régime a des antécédents bien établis en matière d'emploi d'armes chimiques, qui vont à l'encontre des obligations qui sont les siennes au titre des conventions et accords internationaux auxquels il est partie.

Le régime, qui a perdu toute légitimité depuis qu'il a commencé à livrer une guerre au peuple syrien, est la cause principale de tous les problèmes engendrés par le conflit et sera indéniablement tenu pour responsable des crimes commis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Feridun H. **Sinirlioğlu**

18-03472 (F) 070318 090318

Merci de recycler

Annexe à la lettre datée du 6 mars 2018 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

- Lettre datée du 28 février 2018
- Lettre datée du 27 février 2018
- Lettre datée du 1 février 2018 (S/2018/82)
- Lettre datée du 28 janvier 2018 (S/2018/71)
- Lettre datée du 18 décembre 2017 (S/2017/1070)
- Lettre datée du 15 novembre 2017
- Lettre datée du 30 octobre 2017
- Lettre datée du 11 octobre 2017
- Lettre datée du 27 septembre 2017
- Lettre datée du 29 août 2017 (S/2017/740)
- Lettre datée du 10 août 2017 (S/2017/697)
- Lettre datée du 24 juillet 2017
- Lettre datée du 14 juillet 2017